



**L'ancrage territorial de l'économie solidaire dans l'économie générale.
Emploi et Activités : Quel dialogue territorial ? Quelles alliances dans /entre les territoires ?**

Depuis 1998, les Pactes Locaux veulent promouvoir une approche du territoire comme système de relations ouvert, à même de renouveler les formes de la démocratie et d'apporter des réponses à des problèmes clés d'aujourd'hui. Leurs expériences traduisent, de manière concrète, la nécessité d'une organisation territoriale concertée des ressources, tant humaines que naturelles. Réseau de personnes et d'organisations ouvert sur l'Europe et le monde, la dimension internationale est présente dans une partie de leurs activités. De fait, les interdépendances se sont multipliées. Les questions qui se posent connaissent de moins en moins les frontières, même dans la vie quotidienne : emploi, alimentation, vie culturelle, ressources naturelles... Si la prise de conscience de cette nouvelle donne a progressé, elle reste à partager avec les citoyens, à intégrer dans les analyses, les perspectives ... et dans la conduite d'action ! L'opportunité de « Lux'09 » transforme ces ressources internes en objectifs, puis en actions.

En 2007, les Pactes Locaux s'engagent sur les problématiques « Travail, Emploi, Employabilité sur des bases Bassin d'emploi, Pays, Agglomération, Territorialisation du dialogue social ».

Les Pactes Locaux s'associent à la préparation de la IV^o rencontre de « Globalisation de la solidarité » du RIPESS¹ qui se tient en Europe en 2009, organisée par l'INEES² (« Forum Lux'09 », Luxembourg). Membre du comité de pilotage européen, ils se proposent comme « chef de file » d'un atelier transversal : « participation démocratique et ancrage territorial » (n°7). Ils organisent une démarche itinérante et apprenante qui part de l'expérience et met l'accent sur la montée en généralité. Elle est pilotée par une plateforme de travail élargie à la dimension européenne. Appliquées aux 30 dernières années, leurs observations mettent en évidence des cycles d'innovation, des conditions d'efficacité et de pérennisation, des difficultés et des résistances dans le passage au *mainstream* et aux régulations nationales, européennes, et au-delà.

Les conclusions de la première rencontre (décembre 2007) : « Participation démocratique et ancrage territorial pour le travail et l'emploi », puis celles de l'atelier 7 (25 avril 2009), font une priorité de l'approche territoriale des initiatives locales ou régionales.

L'étape régionale Poitou-Charentes a permis de faire le point sur les réussites locales et européennes. Dans un premier temps **avec les partenaires sociaux et associatifs** : Centre de ressources des Groupements d'Employeurs, Insertion par l'Activité économique, Centre d'Innovation Sociale Travail Emploi, Objectif Plein Emploi. Dans un deuxième **temps avec les territoires** : Conseils de Développement et d'Agglomération, le Conseil Economique et Social, Projets européens.

Un avantage de l'ancrage territorial est de fournir une vision réaliste du niveau de développement de l'économie dans les localités, les pays et les continents ; d'examiner de manière plus rigoureuse ses différentes dimensions et facettes, à leur stade actuel de développement, dans une localité donnée ; d'améliorer la vision des aspects/filières ; de renforcer, stimuler l'économie solidaire comme créatrice d'emplois, d'activités et de dialogue social territorial.

Plus important encore, l'ancrage territorial aiguise l'accent sur le rôle de la gouvernance dans sa promotion comme alternative économique, dans le cadre du processus de globalisation³. Un forum internet est ouvert en 3 langues, dès le mois de juillet, à l'initiative de l'Asian Alliance for Solidarity Economy (AA4SE) (www.aa4se.org), partenaire principal de la Ve rencontre 2013 ; et des Pactes Locaux (www.pactes-locaux.org) qui acceptent la responsabilité de mettre en œuvre le consensus qui s'est dégagé des travaux de l'Atelier 7, avec le soutien de la FPH. Ce rendez-vous qui préparait leur participation au Forum asiatique de l'économie solidaire de novembre à Tokyo, débouche sur la perspective d'une poursuite et d'un élargissement de la démarche en tirant ensemble, des enseignements, des propositions concrètes et les porter collectivement en 2013.

¹ Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire

² Institut Européen pour l'Economie Solidaire.

³ Fiche-projet du 22 juin 2009 validée par les Pactes Locaux.

Comment une société civile qui pense, s'organise et produit ensemble peut-elle assumer sa part de responsabilité dans le développement de l'activité et de l'emploi, première source d'inquiétude des populations et dans la lutte contre l'exclusion ?

Perspectives du chantier d'approfondissement dans la dynamique commune.

1. Le stade du diagnostic est maintenant dépassé, nous ne reviendrons pas sur l'emploi et l'activité des Trente Glorieuses. Il faut maintenant capitaliser acquis, savoir faire, théorie.

Par contre, le bilan des actions, conduites en particulier avec les fonds structurels, le bilan des réussites, ont été, le plus souvent, « récupérés » par les institutions sans que les acteurs soient impliqués... on connaît la suite.

Partir des acteurs de terrain et de la réalité concrète est la première condition d'une solidarité en action et d'une certaine maîtrise sur son devenir. Dans le contexte actuel, elles sont fortement sollicitées, mais bien peu encouragées à s'exercer. Or, les solidarités ne se décrètent pas, elles s'organisent.

[Nous devons poursuivre la recherche sur les acquis de terrain, préparer l'échange d'expériences.](#)

De nombreuses contributions...depuis SUPLOT ! ont accompagné cette activité de terrain. Là aussi un inventaire est à constituer. Ce qui a été fait et écrit dans les années 90 s'est parfois inscrit dans les politiques publiques, mais a rapidement rencontré les freins, maintes fois dénoncés, et des verrous toujours entretenus...

[Il faut faire le point sur les acquis théoriques et discuter du concept « dialogue social territorial » et des alliances à concrétiser.](#)

2. Intégrer prioritairement la mise en réseau des acteurs locaux pour l'emploi et la dimension européenne d'un ancrage citoyen et politique.

Ce qui a été réussi sur l'emploi et l'activité s'est fait avec le concours de l'Europe. Concours financier pas toujours mis en évidence, mais aussi concours sur les objectifs, les partis pris et les orientations volontaristes. Conduites à partir d'expérimentations locales, les démarches et les actions solidaires pour l'emploi ont bien montré combien les impulsions de la Commission européenne ont fait levier pour encourager l'initiative bottom-up. Elles ont fait évoluer les Etats-Nations, avec des résultats. Les projets EQUAL en particulier, et plus largement ceux financés par le FSE, ont favorisé les échanges et le partage d'expériences au niveau européen... mais bien peu au niveau des territoires. Il est encore temps de relancer des dynamiques locales et régionales pour une économie plus solidaire, respectueuse des personnes et des ressources humaines. Il faut contribuer la re-mobilisation des acteurs de ces projets, favoriser les transmissions, former, mais aussi

[impulser les lieux et les outils de régulation à tous les niveaux de territoires et discuter autour de l'idée de PACTE \(Plateforme des Acteurs du Contrat de Travail et de l'Emploi\).](#)

3. S'ouvrir à la dimension internationale sur la base de relations privilégiées, d'un calendrier de travail et d'une méthode destinée à favoriser les convergences.

La mondialisation ! Invoquée comme la source de tous nos malheurs, en particulier ceux de l'emploi, elle nous demande d'être plus au fait des enjeux. Elle est subie, les délocalisations sont présentées comme une fatalité. L'impératif des solidarités internationales n'a jamais été aussi urgent.

[La préparation de la prochaine rencontre \(Asie 2013\) doit intégrer nos travaux.](#)

Perspectives et calendrier :

Les formes de concrétisation de ce chantier d'approfondissement sont ouvertes et seront proportionnées aux possibilités de chacun. Il ne s'agit pas d'ouvrir de nouveaux chantiers, mais de trouver comment le temps consacré à ces échanges peut cultiver des points de convergence, en pratique et dans l'expression collective. Le but est que chacun y trouve matière à un retour positif au temps qu'il y consacre et que l'ensemble contribue à promouvoir et formaliser les outils d'une politique de la preuve concernant l'emploi.

Le calendrier sera établi à partir de la mise en commun des agendas des personnes et organisations qui s'associeront à ce chantier : partage d'informations, d'expériences, débats théoriques, voyages apprenants, etc...

à l'initiative de France Joubert, Contact : 00 33 670 001 467